

N° DP 025 539 25 00088

Demande de retrait déposée le 20/01/2026	
Bénéficiaire :	Monsieur ALTENBACH Mathieu
Adresse :	22 Rue des Vignottes 25230 Seloncourt
Sur un terrain sis :	22 Rue des Vignottes 25230 Seloncourt
Cadastré :	539 AD 553
Nature des travaux :	Construction d'une piscine semi-enterrée

Le Maire de la commune de Seloncourt

Vu la décision de non opposition à la déclaration préalable n° **DP 025 539 25 00088** délivrée le 25/09/2025 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants ;

Vu la demande de retrait déposée en date du 20/01/2026 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 28/01/2014, modifié le 04/10/2016, le 12/06/2018, le 17/03/2021, le 12/04/2022 et révisé le 09/04/2024 ;

ARRÊTE

Article Unique : La déclaration préalable de travaux susvisée est retirée.



Seloncourt, le 20 janvier 2026
Pour le Maire, l'adjoint délégué
Mathieu GAGLIARDI

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Informations complémentaires :

Conseil d'Etat : <http://www.conseil-etat.fr/Conseil-d-Etat/Demarches-Procédures/Telerecours-les-teleprocedures-appliquees-au-contentieux-administratif>

Tribunal Administratif de Besançon : <http://besancon.tribunal-administratif.fr/A-savoir/Communiques/Telerecours-citoyens>

La présente décision peut également, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux adressé à l'auteur de la présente décision. Le silence gardé pendant plus de deux mois par l'auteur de la décision sur le recours gracieux formé vaut décision de rejet. Conformément à l'article L.600-12-2 du code de l'urbanisme, le demandeur est informé que l'exercice du recours gracieux ne proroge pas le délai de recours contentieux mentionné ci-dessus contre la même décision.

